

Travail salarié : un esclavage moderne !

De prime abord, rien n'apparaît plus légitime que le travail salarié par lequel le prolétaire reçoit en échange de son travail pour autrui une somme d'argent déterminée.

Pourtant, à l'instar des modes de production esclavagiste et féodal, le travail salarié masque des rapports d'exploitation, en particulier l'appropriation par une minorité exploiteuse du produit du travail social. Cette appropriation semble à priori moins brutale et évidente que dans le cas où le travailleur est lui même propriété privée ou doit accomplir des travaux non rémunérés, mais elle n'en est pas moins une réalité.

Par le travail salarié, le patronat ne paie en effet pas toute la valeur du travail réalisée, mais paie à son ouvrier la valeur des moyens de subsistance et les frais divers que nécessite l'entretien et la reproduction de sa main d'œuvre : nourriture, habillement, logement, loisirs, etc.

Dans des conditions de productivité du travail déterminées, il se peut en effet que le travailleur n'ait besoin de travailler quotidiennement que deux ou trois heures pour produire l'équivalent des moyens de sa subsistance, mais cela ne l'empêche nullement de travailler trois ou quatre fois plus.

C'est ce surplus de travail que le patronat ne lui paie pas et qui constitue la source réelle de toute forme de profit. Cela fait maintenant un siècle et demi que Karl Marx a démontré scientifiquement que c'est le travail non payé contenu dans toute marchandise qui constituait l'unique source du profit.

Un profit qui a de bien fâcheuses conséquences : les marchandises produites ont en effet bien du mal à trouver toutes des débouchés alors qu'il existe une inadéquation constante avec les salaires.

Pour ne rien arranger, la concurrence qui en résulte pousse les capitalistes à se livrer une guerre des prix dont la marchandise travail est la première victime et qui aboutit à aggraver encore davantage la contradiction fondamentale entre la production et la consommation, entre le Travail et le Capital, entre le caractère social de la production, et l'appropriation privée de son produit.

L'URSS a montré en son temps que l'abolition du salariat était capable de surmonter cette contradiction. Sous le socialisme, le "profit" est d'une toute autre nature : l'excédent de production ne sert plus à enrichir une classe d'exploiteurs, mais permet d'augmenter le niveau des salaires réels, de diminuer le temps de travail, d'envisager la satisfaction de nouveaux besoins, etc.

Sous le capitalisme, les profits sont partagés et répartis à tous les échelons de la société bourgeoise au prorata du Capital engagé. Les profits issus de la sphère productive sont également partiellement redistribués dans le secteur des services qui ne produit directement aucune richesse matérielle, ce qui ne signifie pas pour autant que ces services soient tous inutiles. Les services de santé, d'éducation et de la culture servent en effet à "réparer" et à former la main-d'œuvre.

Dans certaines conditions, en particulier lorsqu'un pays occupe une place privilégiée au sein de la division internationale du travail, ses élites bourgeoises concèdent à leurs exploités indigènes des avantages matériels et sociaux, assurant ainsi la paix sociale autant qu'une certaine extension des débouchés à la consommation.

Les pays impérialistes se trouvant au sommet de la division internationale du travail comme le sont les USA et la France — c'est-à-dire ceux possédant les entreprises de haute technologie —, ont ainsi pendant plusieurs décennies des salaires considérablement supérieurs au seuil physiologique minimal — qui a notamment prévalu dans l'industrie au 19^{ème} siècle —, ainsi qu'un plafonnement de la durée du temps de travail et des avantages et protections sociales diverses.

Mais aujourd'hui, à l'heure où l'Occident est confronté à une grave crise économique que la réduction inéluctable de son avance technologique — et la menace directe que cela fait peser sur sa position privilégiée au sein de la division internationale du travail —, au profit de l'impérialisme

chinois ne risque pas d'arranger, la bourgeoisie est de plus en plus tentée de réduire à néant ces avantages et concessions devenues un fardeau hors de prix.

Que peuvent espérer les travailleurs pour eux et leurs enfants dans ces conditions ?

Continuer à rêver de l'ascension sociale qu'autorisait la période précédente de relative prospérité économique — une ascension qui prend aujourd'hui des allures de descente aux enfers de contingents de plus en plus larges d'éléments petit-bourgeois en cours de précarisation et de paupérisation —, ou bien prendre leur destin en mains pour renverser un ordre exploités qui a de moins en moins à leur offrir et les pressurera de plus en plus.

Individuellement, le travailleur reste certes "libre" de réussir, c'est-à-dire d'essayer de se faire une place parmi le chœur des exploités, mais collectivement, le prolétariat est prisonnier de sa condition d'esclave condamné à un labeur servile au profit quasi-exclusif d'autrui toute sa vie durant.

Telle est la réalité.

Limiter les revendications des travailleurs à une lutte pour la hausse du niveau des salaires a toujours signifié demeurer sur le terrain du réformisme bourgeois. Mais à l'heure où les Etats-majors capitalistes d'Occident passent à l'offensive contre le niveau de vie de leur "classe moyenne", continuer à propager ces lubies réformistes n'est plus seulement synonyme de trahison des intérêts fondamentaux du prolétariat, mais revient à propager un mensonge éhonté.

En son temps, Karl Marx avait en effet montré que les travailleurs ne pouvaient espérer voire le niveau des salaires s'élever que dans des conditions économiques favorables.

Récemment, la bourgeoisie chinoise a même montré que le capitalisme pouvait dans ces conditions décider de lui-même, c'est-à-dire sans contestation sociale majeure, d'augmenter sensiblement le niveau réel des salaires.

Mais nous ne sommes pas dans un pays pour lequel la crise économique est vécue comme une opportunité et qui continue à enregistrer une croissance économique "insolente" de l'ordre de 8 % alors même que la récession frappe à la porte de ses principaux concurrents.

Chez nous, le langage de la bourgeoisie est celui du goût de l'effort, de l'austérité et des sacrifices. Dans des conditions économiques défavorables telles qu'elles se présentent aujourd'hui, il est impossible que la bourgeoisie concède aux travailleurs une hausse de leurs salaires réels.

Mais la revendication réformiste de hausse des salaires a beau avoir été tuée par la crise économique, la flambée du chômage et l'aggravation de la concurrence entre les travailleurs qui en résulte, cela n'empêche pas les défenseurs masqués de l'ordre bourgeois de continuer à la propager.

Continuer à propager ces revendications — comme l'a fait encore récemment le Front de gauche qui faisait miroiter la possibilité d'instaurer un SMIC à plus de 1 500 euros —, c'est donc duper doublement les travailleurs.

Les duper d'abord en leur faisant croire dans la possibilité d'une amélioration de leur condition matérielle à l'heure où la guerre économique s'exacerbe, et ensuite en les détournant de la seule voie qui puisse réellement amener à une réelle amélioration de leur condition : la révolution socialiste et le renversement de l'ordre bourgeois.

Plus que jamais, les réformistes de tous poils continuent de voir dans le capitalisme un horizon indépassable. Dans ces conditions, ils se chargent de la sale besogne du Capital en maintenant le prolétariat dans l'illusion qu'il est possible de revenir à l'état économique antérieur de relative prospérité.

Une illusion que les années à venir finiront par balayer, mais à quel prix ! Le développement de la conscience sociale retarde sur la transformation de la condition et de l'existence sociale, remarquait déjà il y a un siècle le camarade Staline dans son ouvrage *Anarchisme ou socialisme*.

Aujourd'hui, ce décalage entre l'être et la conscience sociale persiste et s'est même considérablement accru avec la crise, d'où la flambée des aspirations réactionnaires spontanées qui touchent une large fraction d'un prolétariat longtemps embourgeoisé.

C'est dans ce décalage qu'il faut voir la base matérielle de l'adhésion massive des travailleurs aux idées véhiculées par les partis politiques comme le FN et autres partis bourgeois nationalistes.

Face à cette réalité, les communistes doivent réaffirmer la nécessité d'abolir l'esclavage salarié comme condition nécessaire à la résolution des problèmes posés par la décomposition multiforme des pays impérialistes en déclin.

Ce n'est pas le retour au protectionnisme bourgeois qui relancera l'économie mondiale, résorbera le chômage pléthorique, ni ne contribuera à établir la paix entre les nations et les peuples.

Ce ne peut être que le socialisme qui, en supprimant l'esclavage salarié et en instaurant une rétribution du travail ne permettant à aucune classe exploiteuse de vivre du travail d'autrui, permettra de construire une économie dynamique à l'abri des crises et une société dont le souci premier sera d'assurer le bien-être matériel et spirituel des larges masses travailleuses, une société où même la concurrence entre les nations et les peuples finira par disparaître.

A l'heure où les pulsions colonialistes de puissances impérialistes déclinantes s'épanouissent en plein jour sans que cela n'émeuve leur prolétariat qui est de plus en plus accaparé par les nécessités immédiates de la survie, faire la promotion de la révolution socialiste est certes une tâche est aussi ardue que titanesque, mais c'est la seule véritable alternative !

Vincent Gouysse, pour l'OCF, janvier 2013